

explication : « Il s'est confirmé que la direction communiste n'avait pas pleinement prévu le tournant nécessaire [la nécessité de radicaliser son programme agraire, R, L,] (pourtant clairement inscrit dans les leçons de la révolution mondiale) et qu'elle a enregistré en conséquence un *retard important dans son application*. »³²

Le chapitre 9 commence par une mise en garde bienvenue : « Il serait vain d'espérer comprendre le succès du PCV et la victoire de la révolution vietnamienne en se fondant exclusivement (ou essentiellement) sur les conditions objectives favorables qui auraient présidé à leur développement conjoint »³³. Suit une série d'indications intéressantes : « La recherche systématique des « voies nationales » au socialisme et la tentation centriste sont le corollaire du centralisme bureaucratique stalinien, pour des formations politiques sensibles aux données nationales de la lutte des classes de leur pays et continuant à voir dans l'URSS la « patrie du socialisme »³⁴. Et encore : « Le couple dogmatisme-empirisme fut réengendré par la bureaucratisation de l'IC. »³⁵

« *L'exigence de cohérence théorique, le rapport entre théorie et pratique, n'est pas le même au Vietnam et en Europe.* »³⁶

« L'empirisme renforce le développement centriste et la continuité des « communismes nationaux »³⁵. Mais ajoute Rousset : « L'empirisme du PCV est évidemment relatif et ne doit pas être confondu avec un pragmatisme « au jour le jour ». »³⁷

Ainsi « La nature du processus révolutionnaire vietnamien permettra au PCV d'opérer un réajustement *progressif* de sa politique plus aisément que d'autres formations »³⁸ et finalement : « *L'empirisme du PCV trouvait, pour se nourrir, une ample expérience historique, concrète et vivante.* »³⁹ « *Le caractère « empirique » du PCV tient à ce que sa pensée politique progresse — au travers d'une série de réajustements, de redécouvertes, d'autocritiques — à partir des problèmes concrets surgissant au cours de la lutte.* »⁴⁰

Cette longue série de citations est là pour éclairer la logique du raisonnement, mais aussi pour montrer les failles nombreuses.

Notons d'abord la quasi absence chez Rousset du qualificatif traditionnel de « centriste ». Dans le cas du PCV et du PCC (et aussi du PC yougoslave) cela voulait dire : parti « empiriquement révolutionnaire », semi-stalinien obligé, poussé par les masses et par des circonstances particulièrement favorables, à faire la révolution ; mais manifestant dans le cours de la révolution et dans la construction socialiste sa nature bureaucratique.

On retrouve ce schéma, mais avec prudence et réserves. Ainsi dès le début du chapitre, Rousset reconnaît que les circonstances objectives ne suffisent pas à expliquer la victoire révolutionnaire. Et nulle

part il ne dit que le PCV a été *obligé*, par les masses, de mener à bien la révolution. Il ne reste plus que les phrases dépourvues de cohérence que nous avons citées : lambeaux d'une explication par « le couple centrisme-empirisme ». Disons le nettement : cela ne veut rien dire ; et en plus c'est faux. Et avec cette « erreur » nous sommes au cœur du problème : à la racine de l'incompréhension d'une réalité qui échappe largement à des schémas tout faits.

Qu'en est-il en effet de l'empirisme ? Par empirisme il faut comprendre (deviner plutôt, car l'explication n'est pas claire chez Rousset, et aussi pas très conséquente !) un courant qui se différencie du marxisme révolutionnaire par son absence de conception globale de la lutte des classes à l'échelle mondiale, et de l'insertion et de l'interaction de sa lutte (nationale) dans un contexte mondial qui surdétermine la nature et les effets de sa lutte de classe « locale ».

L'empirisme étant la tendance à suivre les nécessités de sa révolution, à la différence d'une conception contre-révolutionnaire stalinienne que refuse d'emprunter les chemins de la révolution, mais sans en saisir les ressorts et conséquences à l'échelle mondiale.

Le marxisme révolutionnaire (Marx, Lénine, Trotsky, etc.) de son côté est une conception (théorique et pratique) qui est articulée consciemment sur le processus de la « révolution mondiale ». Elle part d'une double prémisse : à savoir que le capitalisme est mûr (historiquement et concrètement) pour le socialisme et que, d'autre part, seules les forces productives du capitalisme développé permettent un avènement du socialisme (et donc une transition « normale » du socialisme) de l'ensemble, ou de la majeure partie de l'humanité. Transition qui est, il est important de le rappeler, le passage à une société de « travailleurs librement associés », et qui tend à une progressive abondance (le passage de « à chacun selon son travail » au « à chacun selon ses besoins » de la phase communiste), cheminement qui devrait se dérouler en parallèle avec une toute aussi progressive disparition des classes, et avec le dépérissement de l'Etat (qui devrait *commencer* à dépérir dès les débuts de la « construction socialiste »)...

Cette conception commune au MR occidental est assumée avec des nuances importantes par des révolutionnaires comme R. Luxemburg, Trotsky, Lénine et est au cœur du bolchevisme de 1917 et du léninisme de 1917 à la mort de Lénine. Le léninisme étant plus particulièrement la théorie et la pratique de la révolution mondiale en acte : nécessité du parti révolutionnaire, de l'internationale révolutionnaire.

Par contraste une pratique est donc considérée comme « empirique » (plus ou moins théorisée) si elle s'insère de fait dans le cadre de la révolution mondiale, sans se situer consciemment dans la perspec-

tive décrite plus haut (avant tout : l'unité de la révolution mondiale, les prémisses du socialisme, l'importance de l'action et de l'autonomie prolétarienne).

Le MR est aussi l'axe par rapport auquel sont caractérisées les déformations plus ou moins prononcées. Il semble probable que pour Rousset le PCV, bien qu'exprimant une déformation par rapport à un MR conséquent, est moins éloigné de ce dernier que le maoïsme. Essentiellement cela tient à l'ampleur de sa lutte révolutionnaire qui l'a placé au centre de la révolution mondiale ; et aussi au fait — à juste titre frappant — que les dirigeants vietnamiens — surtout dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme américain — ont longuement insisté sur l'incidence mondiale de leur lutte, avec des accents qui rappellent les exhortations léninistes des premières années de la révolution russe.

L'empirisme sert alors de passe-partout pour expliquer les aspects opportunistes des programmes du front (Vietminh et FNL) ; la tardive réforme agraire (1953), les liens avec l'URSS stalinienne et beaucoup d'autres choses troublantes.

Et pourtant il n'en est rien : Le PCV et PCC ne sont pas « empiristes » au sens où l'entend Rousset (et avant lui bien des marxistes révolutionnaires). Ou plutôt leur empirisme n'est à la limite pas différent de celui de Lénine (aux yeux de Rousset, incontestablement un non-empiriste) : la recherche d'une cohérence, toujours relative, toujours remise en question et donc qui n'est jamais pleinement cohérente, et la structuration d'une conception marxiste qui hésite et oscille mais autour d'une certaine *cohérence*, d'un certain projet qui peu à peu prend conscience de sa spécificité, et l'assume de plus en plus nettement.

Il est vrai que les deux PC n'ont pu se dégager que laborieusement du stalinisme, et même que les stigmates restent profonds, mais il est tout aussi vrai que ce dégagement — comme d'ailleurs ce qui a été intégré du stalinisme —, n'était qu'un moment, une phase de leur constitution en *corps particulier et (relativement) homogène*. Mais cela est bien autre chose que « l'empirisme ». D'ailleurs, le changement *radical* de position de Lénine sur la nature de la révolution russe (les thèses d'avril), ou quelques mois plus tard l'abandon du programme agraire bolchévique en faveur de celui des socialistes-révolutionnaires (le parti petit-bourgeois !), est-ce différent des tournants (de l'empirisme) maoïstes ou PCV ? Oui et non. Oui dans la mesure où ils expriment autre chose. Dans le cas de Lénine, c'est un certain parachèvement de la conception MR léniniste ; et dans l'autre cas les PCV et PCC tendent vers la constitution articulée d'un mouvement révolutionnaire national ; mais dans les deux situations, il s'agit d'assurer et

d'assumer sa cohérence. L'empirisme ce n'est donc une recherche à la petite semaine (caractéristique des tâtonnements staliniens...) mais c'est véritablement un dégagement d'une voie révolutionnaire nouvelle, qui s'éloigne partiellement dans un cas de l'héritage marxiste mécaniste Kautskiste pour fonder une théorie du marxisme de la « révolution mondiale » et de l'autre côté c'est une distanciation, elle aussi incomplète, par rapport au stalinisme et c'est la constitution — inattendue il est vrai — d'un « socialisme national ».

Situer le PCV et le PCC, seulement comme déviation du MR, c'est avoir comme préalable un refus de saisir leur spécificité ; et d'être obligé de nier les faits et les tendances, et de s'aveugler sur les aspects surprenants. Surtout sur ce fait massif : l'authenticité de la lutte révolutionnaire du PCC et du PCV n'est pas séparée de leur bureaucratisme, *elle lui est liée*. Et cela d'autant plus, si l'on comprend que leur « bureaucratisme » — différent de ce que Mao et les dirigeants vietnamiens critiquent sous ce terme — n'est que la forme « normale » (tendant à la stabilisation) de domination sociale qui correspond d'une part à la constitution de l'avant-garde dans ces pays (à majorité paysanne...), et d'autre part à l'absence des prémisses de la démocratie prolétarienne. Et l'expérience historique du stalinisme confirme à rebours que sans démocratie prolétarienne généralisée (plus large qu'on l'a généralement cru), il ne peut être question de se diriger vers le socialisme, mais au contraire de rester, dans le meilleur des cas, dans une phase prolongée, complexe et distordue de transition à long terme vers le socialisme. Incontestablement la domination sans partage du PC et la révolution qu'il a mené sont l'envers et l'endroit d'une réalité indissociable.

C'est loin certes de nos schémas habituels. C'est même inquiétant et ça pose problème. Mais c'est ainsi ! Il faut d'abord reconnaître les faits tels qu'ils sont, pour comprendre ce qu'ils signifient et savoir quelle doit être notre pratique.

Précisons encore la logique de la victoire maoïste en Chine. On parle chez le MR du « centrisme maoïste »⁴¹ *obligé* de faire la révolution, poussé par le déferlement des masses, et bénéficiant de l'effondrement du régime Kuomintang. Posons-nous d'abord une question : qui a marqué la révolution de son action massive ? Les masses paysannes pauvres qui, admettons-le, ont entraîné le PCC. Mais quelles masses paysannes ? Indéniablement une paysannerie qui a été dynamisée, radicalisée, poussée à une conscience révolutionnaire (autre chose donc que la tendance traditionnelle à la révolte) par plus de 10 ans de pratique inlassable du PCC (1936-1949) : à savoir la paysannerie pauvre du Nord. A contrario : là où le PCC n'a pas ou peu d'influence, il n'y a pas de révolte de masses des paysans pauvres,

mais explosions très ponctuelles de colère. Autrement dit, c'est le PCC qui a fait des masses paysannes une force révolutionnaire ; tout au plus peut-on admettre que les masses ont donné le signal de la révolution (comme dans toutes les révolutions !). C'est ce processus de révolutionnarisation du monde paysan qui détermine la nature et la place du PCC et en fait un opposant irréductible du Kuomintang. Quelles que soient les ambiguïtés et hésitations, le PCC est le *lieu de la révolution* : on est très loin alors du stalinisme. Cela veut-il dire que le maoïsme est authentiquement MR ? Nullement ! Sa rupture (sa distance) est radicale d'avec les conceptions MR qui, elles, intègrent la perspective de la révolution mondiale, l'analyse de la dégénérescence stalinienne, la lutte des classes à l'échelle mondiale, etc. Sans parler de tout ce qui peut différencier le pouvoir bureaucratique du PCC sur les masses d'une démocratie prolétarienne. Le PCC était-il alors — avant 1949 — un courant empiriquement révolutionnaire ? C'est l'autre versant du « centrisme maoïste ». En rien ! Il est un projet révolutionnaire chinois, divorcé d'un projet révolutionnaire mondial. Mais pour la Chine, à partir de 1927, le maoïsme en tant que courant qui devient progressivement dominant dans le parti — en même temps qu'il développe sa propre cohérence — devient le lieu d'un projet révolutionnaire — certes à long terme — et qui se donne les moyens de sa révolution (l'indépendance du parti, l'armée rouge, etc.), en même temps qu'il se préserve de tout ce qui peut compromettre son succès futur. On peut dire que son refus de toute subordination du Kuomintang est la clef de sa politique révolutionnaire. Cela l'oblige à s'appuyer — au moins tendanciellement — sur les larges masses des paysans pauvres, et à se préparer à l'affrontement avec le Kuomintang : le reste s'en suit.

Mais il y a plus et autre chose. La conception stratégique du maoïsme a souvent été critiquée comme étant caractéristique de son « empirisme » ou plus exactement de son pragmatisme. Or, au contraire, si on y regarde de plus près, la stratégie maoïste, comme celle du PCV, est significative de « l'espace » particulier de ces deux partis.

La conception de la « néo-démocratie » éclaire le fonctionnement du politique dans le maoïsme, son inspiration révolutionnaire, et enfin ses incertitudes. Dans les années 1926-1927, dans une phase pré-maoïste, le PCC reprit la théorie « de 4 classes » : théorie stalinienne sans véritable contenu (sauf circonstanciel). Le maoïsme reprit à son compte cette théorie, et même d'une certaine façon l'affina. De même la « néo-démocratie » (1939-1940) reprend partiellement une thématique lancée par Staline vers 1926-27, qui est assez proche par sa tonalité de thèses politiques (gauche, voire gauchiste) du PCV

d'octobre 1930. Dans le texte maoïste de 1940 une position que le PCV avait affirmée avec force, est abandonnée au niveau explicite (public) depuis des années. Ainsi en est-il d'affirmation comme : « la révolution démocratique bourgeoise est la préparation de la révolution socialiste ». Avec le succès de la révolution démocratique... la lutte gagnera alors en profondeur et en ampleur, *pour progresser* sur la voie de la révolution socialiste. Cette période sera celle de la révolution prolétarienne dans le monde et de l'édification du socialisme en Union soviétique. Grâce à la dictature du prolétariat dans les autres pays l'Indochine se développera pour s'engager directement dans la voie socialiste sans passer par l'étape capitaliste. « Le prolétariat et la paysannerie sont les deux forces motrices essentielles dans la révolution démocratique bourgeoise, celle-ci ne réussira que si le prolétariat en prend la direction. »⁴² La formulation maoïste de 1939-1940 est différente et pourtant assez semblable. Différente parce que comme le PCV a la même époque, le PCC n'escompte plus d'aide directe, mais agit autonomement dans le cadre national. D'autre part pour le maoïsme le passage au socialisme ne se conçoit qu'après une longue étape démocratique. Surtout, la réaffirmation de la primauté du prolétariat, même dans la révolution démocratique, fait le lien avec un certain léninisme de 1905, comme avec une position gauche de l'IC de 1930 et cela dans une période de revirement droitier et d'appel à un front uni *dirigé* par la bourgeoisie. C'est une conception de l'unité de la révolution étrangère aux zigzags stalinien. Mais ce n'est qu'un aspect.

Il y a plus, la théorie maoïste des classes est peu marxiste, c'est vrai, mais elle est réelle : elle est la pratique de sa réalité et la réalité de sa pratique, de celle de sa révolution, comme de sa « construction socialiste ». Le rapport aux classes de PCC, n'est pas le même que celui du parti bolchévique, il est *autre*. La révolution n'est pas dirigée par le prolétariat, car ce dernier est absent ; c'est le parti qui se substitue à lui ; mais cette substitution est différente du substitutisme du parti de Lénine confronté avec la disparition ouvrière (après la révolution). Ce n'est pas seulement un parti qui parle au nom de la classe ouvrière (et puis peu à peu qui construit une structure de domination sur la classe ouvrière et sur les autres classes), mais c'est un parti qui est un « espace politico-social » qui est à la fois une certaine réponse aux problèmes de la société chinoise en crise et une incitation à surmonter cette crise. Le PCC c'est « l'instrument » de la crise du monde chinois ; qui est adapté (s'adapte) à l'espace de cette crise. Et plus il s'adapte à sa tâche, moins il ressemble à un PC classique. En plus, il fait ce que peu de PC sous influence stalinienne ont fait : devenir d'abord et avant tout une structure sociale et révolutionnaire

complexe, instrumentalisée par et instrumentalisant la société chinoise en vue d'une finalité vague dans son contenu mais nette dans son exigence : sortir le pays-continent de la crise.

Le PCC c'est donc bien la rencontre entre des « aspects » variés qui restructurés forment un espace particulier : les prégnances historico-culturelles, certaines formes d'assimilation du marxisme, la nature de la crise de la société et la pénétration impérialiste, les aspects de la société paysanne chinoise, la nature des élites, le bilan de la modernisation à l'Occidentale le sens d'une modernisation différente. Autant d'éléments dont l'oubli possible par celui qui veut analyser la révolution chinoise dénature la complexité, la richesse de l'expérience chinoise, son extériorité aussi par rapport à des schémas étroits qui veulent corseter une réalité qui dérange. Mais éléments dont il faut bien peser la place et le poids respectif, pour que la structure d'ensemble acquière, au-delà des fausses ou vraies apparences, son dynamisme réel et puisse révéler la vérité de son contenu social et historique. Un beau programme de recherche en somme...

4. L'état ouvrier et la bureaucratie

Pour caractériser les Etats issus des révolutions chinoise et vietnamienne, il faut d'abord faire une distinction aux effets décisifs. Il faut en effet différencier nettement les conditions de la rupture anticapitaliste, des formes de la construction socialiste. Autrement dit, si le PRC et la PDVN doivent leur « contenu social » à la rupture anticapitaliste, ce qui en font des « Etats ouvriers » au sens classique, les formes de la lutte révolutionnaire qui ont conduit à une « classique » rupture anticapitaliste, et qui expriment par là l'aspect radical et conséquent de la lutte, conduisent à des formes nouvelles spécifiques « non-classiques » de transition au socialisme.

Ainsi en est-il d'une tendance à la substitution de classe, la paysannerie fonctionnant à la place du prolétariat, le parti à la place de la classe (processus très élaboré en Chine, largement présent au Vietnam) : ce qui transforme la lutte de l'avant-garde en un processus de domination sociale sur la nation et d'appropriation de l'Etat. Cette « logique » sociale est le fonctionnement normal de ces nations, et le seul cohérent avec l'histoire révolutionnaire effective.

Il ne s'agit donc pas de saisir l'écart par rapport à une norme, et de déceler une bureaucratisation qui incarnerait un Etat ouvrier d'emblée déformé, mais bien de comprendre la structuration originale qui fait des *Etats nouveaux* une forme aussi spécifique de construction sociale que ne l'était la spécificité de leur voie révolutionnaire.

Ces formes « autres » de constructions socialistes mêlent des aspects

variés d'expériences étrangères (URSS), ou de leur propre passé, lointain (l'enracinement historico-culturel) ou proche (les pratiques de lutte révolutionnaire), mais en les combinant de façon originale.

Ainsi, le phénomène essentiel de la bureaucratie doit être étudié à la lumière de ces considérations.

Pour P. Rousset « la théorie de l'Etat ouvrier est peut-être celle où l'empreinte de l'éducation stalinienne reçu de la III^e Internationale est la plus nette »⁴³, notamment sur la question du « monoportisme ».

Pour lui « comme l'usage de la terminologie stalino-maoïste, la « sous-estimation » apparente du rôle de la démocratie soviétiste implique une incompréhension de la nature et des racines du stalinisme, donc des moyens de lutter contre les tendances inévitables à la bureaucratisation »⁴⁴.

On retrouve ici l'ambiguïté de cette position, position que nous avons aussi reproduite : plus le PCV est proche de ses origines staliniennes, plus il est contaminé bureaucratiquement. Mais pourquoi le PCV, le PCC (et d'autres !) sont-ils contaminés par certains aspects et pas par d'autres et pourquoi à ces niveaux-là ? Et puis les niveaux sont-ils séparables ? Un « demi » stalinisme est-il concevable ? Nous reviendrons plus loin sur ces questions importantes. Voyons d'abord l'explication de Rousset sur le phénomène bureaucratique.

« La rencontre du fonctionnaire, du pouvoir de fonction et de la pénurie des biens tend à créer le bureaucrate »⁴⁵. Position que Rousset nuance : « qui comprend la mesure des difficultés auxquelles la révolution vietnamienne était confrontée et cela dans un état de relatif isolement international doit admettre que les déformations bureaucratiques étaient inévitables »⁴⁶. C'est là une position assez semblable à celle du MR face à l'URSS de Lénine (jusqu'en 1923-1924) : la bureaucratisation est en partie inévitable, et en partie extérieure au fonctionnement du parti.

La différence avec l'action du parti bolchévique sous Lénine étant que « Si l'orientation du PCV n'a pas produit les déformations bureaucratiques de l'Etat, elle les a institutionnalisées »⁴⁷.

Peut-être, mais d'où vient cette différence ? De la contamination stalinienne, qui est un point de départ et d'aboutissement commode ? Trop commode ! L'ambiguïté apparaît alors quand il s'agit de caractériser : « L'Etat ouvrier vietnamien est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Mais il ne s'agit pas là à proprement parler d'une « définition conceptuelle » ! La deuxième partie de la phrase est comme les guillemets de « l'empirisme » : cela exprime l'incertitude, le doute par rapport à une explication courante, habituelle chez le MR, mais qui manifestement pose problème.

Ainsi pour étayer sa réserve (implicite !) Rousset note que « Les

choix qui furent faits en 1959-1960, 1964-1965, 1968-1969 et 1972-1973 sont incompatibles avec les intérêts d'une caste bureaucratique cristallisée en couche dominante et force de conservation sociale »⁴⁸.

G. Chaliand écrivant son bilan de la RDVN constate de son côté, après avoir noté l'existence d'un certain consensus et d'autre part l'existence de raideurs bureaucratiques : « Il n'en demeure pas moins que les cadres du parti, notamment à l'échelon intermédiaire — mais pas exclusivement — continuent d'imposer des directives, et que la gestion est loin d'être celle évoquée par Marx comme celle d'une libre collectivité de producteurs ». Cependant, qu'on le veuille ou non, c'est aussi le parti d'avant-garde qui a d'abord entraîné la paysannerie vietnamienne dans la lutte de libération contre le joug colonial. C'est le parti qui en tant que bureaucratie dirigeante, avec les excès et les insuffisances qu'il draine comme structurellement a réalisé les tâches consistant à mobiliser les masses, à la fois le cadre de l'édification et de l'indépendance nationale. »⁴⁹ Cette position plus nuancée, et aussi plus lucide, nous paraît être plus correcte.

Incontestablement, à partir des formes de leurs luttes, les directions vietnamiennes et chinoises ont intériorisé ou tiré des conséquences variées, mais qui tendent à former une unité : unité de la lutte, de la construction socialiste, de leur place particulière sur l'échiquier mondial. Si on prend ce dernier aspect, il est indéniable que la révolution vietnamienne a une dimension plus directement mondiale que la révolution chinoise, ce qui a été clairement exprimé par ses animateurs eux-mêmes. Mais la perception de la dimension internationale a ses limites : « [...] l'intelligence rare des rapports de force mondiaux et leur évolution, tout en ne s'attachant pas à caractériser la crise de direction internationale du prolétariat et à y intervenir directement »⁵⁰.

La révolution vietnamienne est mondiale car elle est au cœur de la lutte de classe internationale, à partir de 1925, par son affrontement à l'impérialisme américain, force concentrée du capitalisme conscient de ses intérêts et au sens de sa lutte. Et pour vaincre, la révolution vietnamienne a dû faire appel à un soutien international. Moins délibérément mondiale que la deuxième résistance vietnamienne, la révolution chinoise est mondiale par l'ampleur de l'enjeu, par l'immensité de l'impact, par les bouleversements sociaux qui s'emparent d'un quart de l'humanité.

Mais ces deux révolutions sont pourtant *avant tout nationales* — et même incompréhensibles, en dehors de cet aspect nation/Etat.

Pour Lénine, au contraire, la révolution russe n'est que le maillon faible de la chaîne impérialiste, et est inséparable, *inviabile* en dehors

de la révolution mondiale. Plus même : elle est moins importante, moins décisive, du point de vue d'une perspective de socialisme international dans le contexte de l'époque (1917-1923) que la révolution allemande. Les dirigeants vietnamiens ou chinois de leurs côtés (laotiens, cambodgiens...) qui ne nient pas l'impact de leur révolution, ne réfèrent pas leur révolution à un processus global. Plus exactement, et c'est là l'essentiel, ils ne lient pas stratégiquement (concrètement) leur révolution à un effort mondial de lutte de classe, à une avancée mondiale du socialisme, qui surdétermine ses effets sur les nations.

Aussi en dehors d'une stratégie mondiale, toute évocation d'un internationalisme est dépourvu de sens et d'effet concret, se contentant, au mieux, d'espérer en une convergence d'intérêt, et en la valeur exemplaire de « sa » révolution. C'est la nation d'abord et essentiellement. La nation : unité d'une histoire, d'un territoire, d'une civilisation, de formes spécifiques d'appropriation du travail (le travail paysan), etc. Unité qui doit être réaffirmée politiquement, développée économiquement, protégée militairement, encadrée socialement, élevée culturellement.

Une nation qui est aussi un Etat. L'Etat : l'importance de l'Etat, sa présence massive, est peut-être ce qui la différencie de la façon la plus marquante, la réalité de ces révolutions du projet marxiste révolutionnaire, en tout cas celle qui imprime ses effets les plus durables et les plus imprévisibles. Les révolutions du XX^e siècle n'ont pas seulement consolidé des nations, mais aussi fortifié, et parfois même créé, des Etats. La construction socialiste est parallèle au renforcement d'un Etat solide qui se veut permanent et non en voie de dépérissement. Mao parle même (en 1964) de l'Etat sous le communisme ; Etat qui serait indispensable à la défense du territoire. C'est donc bien indiqué par la prégnance de la notion de nations et de la nécessité pour ces nations d'un Etat puissant. On est loin de la perspective « classique » réaffirmée avec force par le Lénine de « l'Etat et la révolution » sur l'extinction progressive et inexorable de l'Etat. Conception, il est vrai, rapidement abandonnée face aux multiples menaces s'abattant sur le jeune « Etat ouvrier ».

Le renforcement de l'Etat, qui n'est pas incompatible avec une certaine décentralisation, chère au maoïsme, ou aux dirigeants vietnamiens, est intrinsèquement lié à la forme de domination sociale par le parti (par une minorité auto-sélectionnée).

Ce qui nous situe ici aussi radicalement ailleurs que les perspectives révolutionnaires classiques, et nous oblige à penser telle quelle cette réalité imprévue, mais fortement contraignante.

Nous sommes maintenant au cœur du problème : les révolutions asiatiques sont différentes des schémas classiques ; c'est certain, mais est-ce qu'elles mettent ces schémas en question, en posant le problème de la validité, de l'universalité du marxisme, et plus même de l'universalité des options socialistes classiques ? Devrait-on penser, ainsi que le proclame de nombreux adversaires du socialisme et des critiques acerbes des réalités socialistes existantes, que le dépérissement de l'Etat (et des classes !), relèverait d'une utopie ; sa persistance, son déploiement actuel, manifestant, au contraire, la norme générale ?

Bref, que nous dit le MR sur ces troublantes questions ?

Les MR et les révolutions asiatiques

Les remarques précédentes sont incontestablement schématiques. Il ne s'agit pas de prétendre avoir cerné l'ensemble des questions complexes posées par cette problématique. Il s'agit avant tout de réagir contre des démarches qui ne sont qu'une autojustification, pour tout dire, une vérité toute faite.

L'important est moins d'apporter d'abord de fines démonstrations que de disqualifier les évidentes non-réponses que sont des explications toujours à ajuster pour ne pas contredire des théories, elles-mêmes singulièrement appauvries.

Il est nécessaire alors en conclusion de cet article d'aborder les problèmes que les révolutions nationales posent au MR, et de situer dans quelle mesure ce dernier est opérationnel théoriquement, et donc pratiquement, en face des expériences qui se veulent marxistes. Il est nécessaire de préciser certaines généralisations que l'on peut faire à partir de constats et découlant de l'action de ces révolutions. En évitant comme il se doit, mais sans qu'on respecte assez la mise en garde, les généralisations abusives. Commençons par le plus apparent, le plus inévitable des problèmes : celui de la révolution nationale.

Nous avons dit dans le texte que le problème du nationalisme relève d'abord du constat avant que n'opère l'analyse. Sa massivité et ses formes diverses font du nationalisme un « protégé » difficilement saisissable. En contraste aux conceptions marxistes et aux thèses de Trotsky sur « le capitalisme qui a dépassé le cadre de la nation », le nationalisme oppose l'ampleur de sa présence, son renforcement continu, le fait qu'il survit aux tentatives avortées d'un internationalisme effectif.

Or, comme l'article de T. Nairn le montre éloquemment, ce sont les principes du marxisme classique et plus encore les analyses de

Trotsky sur « le développement inégal et combiné » qui éclairent l'origine et la force actuelle d'un nationalisme, produit d'un processus heurté de mondialisation du capitalisme. Mais la vérité de ces conceptions va à l'encontre de ce que les marxistes pensaient sur le devenir de la nation. C'est la vérité du marxisme qui se retourne contre les conceptions étroites des marxistes, ou tout au moins contre leurs espérances trop rapides.

Sans vouloir trop accentuer ce paradoxe, essayons de cerner le lieu du problème. Le nationalisme est un fait global, mais qui présente des aspects diversifiés. Ainsi, le nationalisme révolutionnaire asiatique relie nationalisme et (r)émergence de la *nation*, *nationalisme et révolution*, *nation et Etat*.

Nationalisme et révolution, cela veut dire que la constitution effective d'une nation n'est possible qu'accompagnée du saut au-delà du capitalisme. Mais cela veut dire aussi, dans une certaine mesure, le contraire : comme il s'agit de tâche nationale, cela concerne encore les « tâches historiques » du capitalisme. Ainsi le dépassement par-delà le capitalisme (la transition vers le socialisme) c'est aussi le capitalisme dans le socialisme. Et c'est d'abord un lien étroit entre les tâches nationales et centralisation étatique ; et entre centralisation étatique et l'accumulation économique.

Il est frappant en effet de constater combien nombre d'actions de ces nouveaux régimes révolutionnaires sont semblables aux pratiques de la bourgeoisie conquérante (conquérant la plénitude des possibilités du mode de production capitaliste).

Le problème de la simultanéité des tâches bourgeoises et socialistes à accomplir a un précédent historique célèbre, et qui fut longtemps le modèle par excellence de ces mouvements révolutionnaires : l'Union soviétique. Nous avons expliqué dans le texte que d'une part ces révolutions ont vécu dans la mouvance, mais surtout dans le refus du stalinisme, c'est-à-dire de la forme largement contraignante qu'avait pris le modèle soviétique ; et d'autre part que ces révolutions ont restructuré en un espace original les influences diverses qu'elles ont subies. C'est cette spécificité plus que les contaminations staliniennes qui expliquent l'immense distance de ces révolutions par rapport au MR.

Il faut aller plus loin, et retourner le problème : la trajectoire, « l'essence » du MR est étrangère à nombre de mouvements révolutionnaires d'aujourd'hui car lui aussi occupe, pour une large part, un espace et un temps particuliers, spécifiques, irréductibles d'une certaine histoire d'aujourd'hui (comme aussi à l'histoire d'hier des mouvements révolutionnaires d'Asie). La vérité paradoxale du marxisme classique, et la force du léninisme c'est ce qui s'est passé, et

ce qui potentiellement était espéré et pouvait se passer en 1917-1923. La révolution russe de 1917 rendait crédible la perspective anticapitaliste et le socialisme, et par contrecoup donnait un poids immense à la théorie et la pratique porteurs de ce succès : le bolchevisme.

Et la perspective bolchévique de la révolution mondiale, réaliste aux yeux de ses dirigeants pour la période 1917-1923, devait concrétiser le projet historique fondamental du marxisme : la transcendance du capitalisme développé vers le socialisme comme un processus tendanciellement mondial ; cela impliquait aussi que les forces productives les plus développées aideraient les moins développées dans un mouvement d'ensemble, d'homogénéisation et d'universalisation, de transition vers un socialisme mondial.

Dans cette perspective, la conception théorique rejoindrait ainsi l'histoire concrète qui deviendrait avènement mondial d'une ère nouvelle. L'Europe capitaliste, dans cette optique, maîtresse par ses colonies de la majorité de l'humanité, était le foyer central d'où devait rayonner les transformations socialistes. La Russie avait servi de déclencheur, mais seulement de déclencheur, car pour réaliser le socialisme elle attendait l'aide du monde industriel devenu, espérait-on, révolutionnaire. Sans cette aide, et a fortiori si cette puissance industrielle (Allemagne...) restait dans le giron capitaliste, la jeune révolution russe n'avait pas d'avenir socialiste. C'était là une conviction générale, de Lénine, de Trotsky et de leurs compagnons, y compris de Staline, jusque'en 1924.

Il s'agissait d'une perspective globale et cohérente : les luttes ouvrières en Europe fournissaient la possibilité de mener à bien la révolution dans ces pays. Ces nations étant les plus aptes au socialisme induiraient une trajectoire *mondiale* vers le socialisme. (Il faut reconnaître, en passant, dans cette conception, une grande sous-estimation de la force *impérialiste* des USA. Ce n'est qu'à partir de 1924 que Trotsky introduisit la conception d'un capitalisme américain en train de devenir hégémonique à l'échelle mondiale).

Cette période était donc un nœud, un moment névralgique de l'histoire : une immense crainte pour certains (et le fascisme devait en partie découler de la crainte bourgeoise) ; un immense espoir prolétarien pour d'autres, et pour la plupart sans doute, oscillants entre crainte et espoir, un moment de grande incertitude, en bref, un moment crucial, au sens scientifique du terme : c'est-à-dire la mise à l'épreuve décisive d'une théorie, d'un ensemble de prédictions.

Les années 1917-1923 furent-elles cette phase propice pour une révolution socialiste internationale ? L'échec (en dehors du succès russe) était-il inéluctable ? Un demi-siècle après, nous n'en finissons

pas de faire le bilan, de scruter cette époque, d'élucider les possibles et les inaccessibles. « 1917 et 1923 » est incontestablement un des grands moments de la lutte de classe virulente : où se manifeste le désir des couches ou des secteurs les plus lucides de la population de changer le sens de l'histoire et de construire une autre humanité ; et pour la plus grande masse de dépasser un capitalisme qui a conduit à la guerre et a fait faillite. Ce désir conduisit à la radicalisation, à la rupture communiste. Mais en face d'elle la bourgeoisie trouva, et peut-être possédait depuis longtemps, des moyens de sa résistance, que ce soit en s'appuyant sur des couches sociales inertes, craintives, conservatrices, que ce soit en s'aidant des secteurs nombreux du mouvement ouvrier restés sous l'obédience social-démocrate, que ce soit encore par d'autres moyens plus brutaux. L'inexpérience du jeune mouvement communiste face à une bourgeoisie finie habile, plus riche d'atouts que ses adversaires ne le pensaient, n'ont pas permis de faire déboucher une période de lutte intense sur son issue possible : la rupture anticapitaliste.

En étudiant concrètement la période, on pourrait sans doute déceler plus exactement la part de conjoncture et de nécessaire dans ce qui est arrivé. La révolution russe résultait d'une certaine conjoncture découlant des effets désagrégateurs de la guerre impérialiste, mais aussi de ce mélange de nécessité provenant de l'action consciente du léninisme, elle-même fondée sur une corrélation de forces enracinées dans l'histoire russe (les formes et l'expérience ouvrière, une bourgeoisie hésitante...).

Les défaites dans d'autres pays revêtirent la même combinaison de nécessité et de circonstance. Ce qui rend une appréciation globale sur ces années-là difficile : incontestablement une ère de révolution, mais avec un succès incertain, pas garanti pour la révolution internationale. La crédibilité du projet historique révolutionnaire dépendait d'une conviction plus ou moins fondée, et plus encore : de la trajectoire de l'URSS. Le pays le plus armé pour assumer les premiers pas du chemin révolutionnaire mais le plus désarmé pour continuer seul ensuite.

On peut aborder le problème différemment, de façon plus réaliste, plus froide. L'histoire s'est déroulée telle qu'elle s'est déroulée. C'est-à-dire comme une histoire perçue a posteriori comme irrémédiable. Donc une histoire incontournable où 1917-1923 a « produit » l'URSS comme nouveauté, mais rien que l'URSS, et par ailleurs a conduit à des défaites. Et le produit de cette histoire, lui aussi à la fois nécessaire et non-nécessaire, c'est la trajectoire, parallèle et partiellement reliée à la montée du stalinisme, et du fascisme. Une histoire sous ce signe, du « totalitarisme » pour reprendre un terme rapide (et insuffisant), mais

qui exprime l'ampleur (et le sentiment ressenti) de l'immense régression qui a suivi les succès et déboires des années 1920.

C'est là un élément essentiel. On oublie trop souvent que l'histoire est un praxis, « un faire particulier » des hommes, que l'histoire est labourée et transformée par ce « faire » — et qu'elle devient donc une histoire incontournable, quels qu'en soient les regrets ou les espoirs. Du point de vue révolutionnaire, du désir de transformation révolutionnaire du monde, de l'avènement d'une autre société, le stalinisme comme phénomène massif est l'incontournable par excellence. Il est l'histoire concrète, et concrétisation de l'histoire dans la conscience universelle (bien que la perception soit en partie différente pour l'ouvrier et pour le bourgeois...).

Dire cela, n'est évidemment pas une façon de légitimer le stalinisme. Bien au contraire, il s'agit d'en reconnaître la réalité et la force de sa présence pour construire, sur la base d'un bilan tout aussi réel, un devenir autre, mais aussi qui ne se voile pas la face.

Nous sommes arrivés au point le plus difficile : celui qui concerne le MR au regard de l'histoire concrète, de « l'advenu » historique. Plus précisément, le problème se pose de comprendre ce qu'une histoire différente — comme celle du mouvement révolutionnaire national — remet en question de la validité du MR, ou tout au moins de son universalité (celle qu'il proclame).

Or, ce que nous apprend la praxis des mouvements révolutionnaires du XX^e siècle, et d'une façon plus générale « l'action » des populations, c'est la prégnance, voire l'accentuation des contrastes : contrastes des formes socio-économiques, diversité des situations nationales, déstructurées et restructurées par la pénétration capitaliste ; multiplicité des résistances à cette brusque irruption capitaliste ; et dans ce contexte, on constate une plus ou moins grande survivance des aspects sociaux, économiques, culturels des modes de production antérieurs...

La difficulté à reconnaître non pas les différences elles-mêmes mais leurs ampleurs est indéniablement ce qui questionne le MR. Et pose le problème, largement débattu, de son empreinte occidentale. Il me semble incontestable que le MR résiste aussi bien, au moins théoriquement, à la confrontation du monde contemporain occidental, qu'il ne subit les assauts de la réalité non occidentale.

La question peut alors s'exprimer sous une forme abrupte : Y a-t-il rupture entre la perspective MR, dont les conditions et possibilités de réalisation continuent à exister en Occident, et le reste du monde où d'indéniables révolutions élaborent des « praxis » différentes et parfois opposées (l'absence de démocratie des travailleurs, etc.). Peut-on alors parler d'unité de la révolution mondiale, autrement que comme un

concept vague (une tendance à la révolution partout), de convergence des luttes, de retard (d'arriération économique-sociale) qui se rattrape ; ou au contraire de contrastes qui s'accroissent, se creusent, et peuvent être sources de tensions pour le futur (cf la logique « égoïste » de la politique étrangère de l'URSS ou de la Chine...)?

Question multiple, question troublante mais qu'un regard non complaisant sur le monde actuel nous oblige à poser.

Roland Lew

NOTES

1. Petite collection Maspero, 1975, première édition, 1973.
2. *Ibid.*, p. 39.
3. Rousset a raison de considérer la direction Wang Ming comme étant la première purement stalinienne : formée à Moscou, avec comme seul critère la vigueur de son combat antitrotskiste imposé en bloc par l'IC, elle ne sert que de courroie de transmission des directives « soviétiques », même les plus absurdes. *Ibid.*, p. 45.
4. Mao viendra pour la première fois à Moscou en 1949.
5. « [...] et quelle colonie, avec son code de l'indigénat, ses régies de l'opium, du sel et de l'alcool, ses bagnes, sa politique d'assimilation culturelle... » J. Chesneaux, *Tradition et révolution au Vietnam*, Anthropos 1971, p. 11.
6. P. Rousset, *op. cit.*, pp. 77 et suiv.
7. G. Benton : « The second Wang Ming line » (1935-1938) in *The China Quarterly* n° 61, March 1975, p. 76.
8. G. Benton, *op. cit.*, p. 81.
9. Cité par P. Rousset, *op. cit.*, p. 133.
10. Tom Nairn, « The Modern Janus », in *New Left Review*, n° 94, novembre-décembre 1975.
11. *Ibid.*, p. 3.
12. *Ibid.*, p. 4.
13. G. Haupt, M. Lowy et Cl. Weil, *les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Maspero 1975.
14. G. Haupt, *ibid.*, p. 12.
15. M. Lowy, *ibid.*, p. 371.
16. G. Haupt, *ibid.*, p. 57.
17. G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du tiers monde*, Paris 1976, p. 141.
18. On n'insistera jamais trop sur ce que cette tonalité morale et moralisante du marxisme, influencé par le confucianisme, détermine un marxisme spécifique qui à son tour restructure spécifiquement le champ social dans lequel il agit.
19. Cité in G. Chaliand, *op. cit.*, pp. 122-123.
20. Bianco : « La paysannerie et la révolution » in *Politique étrangère*, n° 2, 1968 ; et

- « Les paysans dans la révolution » in *Regards froids sur la Chine*, Paris 1976, pp. 283 à 308.
- J. Chesneaux : *la Paysannerie chinoise et la révolution*, Paris 1976.
21. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 225.
 22. Sur la prudence : cf le silence pendant 14 ans sur les textes décisifs de la contradiction, « de la pratique » datant de 1937, et publiés officiellement en 1950. De même les « inédits » de Mao des années 50 et 60, exprimant une conception souvent différente de Lénine ou de Staline (et même explicitement de Engels, à propos des trois lois de la dialectique), restent réservés au sérail communiste : aux initiés des hautes sphères du parti et animateurs de la « Révolution culturelle ».
 23. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 209 : « [...] le capitalisme [...] a également créé un marché mondial, amené des progrès qu'on peut apprécier diversement mais qui sont nombreux : modernisation politique (partis et républiques) ; modification des structures sociales (création de couches nouvelles) ; essor démographique ; diffusion d'idées neuves : nationalisme, révolution (notamment dans sa version « marxiste léniniste »), autonomie de la personne ; il a semé en même temps, la servitude et les exigences de l'indépendance nationale et d'une moindre inégalité ». Et aussi p. 209 : « [...] la contribution majeure de la culture occidentale est peut-être la liberté de recherche et de critique, progressivement gagnée en limitant l'arbitraire du pouvoir d'Etat et en séparant le temporel du spirituel. »
 24. Conclusion de son livre (en collaboration avec P. le Barbier), *la Chine : la marche de la révolution (1921-1949)*, Paris 1975.
 25. *Ibid.*, p. 212.
 26. *Ibid.*, p. 213.
 27. *Ibid.*, p. 215.
 28. P. Rousset, *op. cit.*, pp. 300 et suiv. Les passages soulignés le sont par Rousset.
 29. *Ibid.*, p. 302.
 30. *Ibid.*, p. 38.
 31. *Ibid.*, pp. 162-163.
 32. *Ibid.*, p. 163.
 33. *Ibid.*, p. 300.
 34. *Ibid.*, pp. 301-302.
 35. *Ibid.*, p. 303.
 36. *Ibid.*, p. 304.
 37. *Ibid.*, pp. 304-305.
 38. *Ibid.*, p. 305.
 39. *Ibid.*, p. 310.
 40. *Ibid.*, p. 311.
 41. Cette partie reprend une longue note (n° 1) de notre article CEP : « La trajectoire du maoïsme », juin - septembre 1975.
 42. Cité in P. Rousset, *op. cit.*, pp. 53-54.

43. P. Rousset, *op. cit.*, p. 326.
44. *Ibid.*, p. 329.
45. *Ibid.*, p. 330.
46. *Ibid.*, p. 332.
47. *Ibid.*, p. 334.
48. *Ibid.*, p. 340.
49. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 183.
50. P. Rousset, *op. cit.*, p. 314.

A propos de « la Civilisation européenne »
 Entretien entre Vincent Bourque, Michel Lévesque
 et Carlos Rossi

Vincent Bourque, qui fut l'un des compagnons d'André Bédard durant les dix dernières années de sa vie, a publié l'an dernier, en collaboration avec un certain nombre de ses collègues québécois, l'ouvrage intitulé « La civilisation européenne ». L'ouvrage est divisé en deux parties. La première partie, intitulée « La civilisation européenne », est divisée en deux sous-parties. La première sous-partie, intitulée « La civilisation européenne », est divisée en deux sous-parties. La première sous-partie, intitulée « La civilisation européenne », est divisée en deux sous-parties. La première sous-partie, intitulée « La civilisation européenne », est divisée en deux sous-parties.

Nous avons eu l'honneur de participer à un colloque avec lui sur les thèmes de son livre qui précède les positions actuelles du surréalisme, notamment en matière politique, lesquelles occupent nos préoccupations les plus actuelles.

M.L. - C.R.

M. Lévesque
 Du point de vue de certains, par exemple Pierre Roche de l'École, la revue du surréalisme Philippe Sollers, pour Pierre Roche donc, qui d'ailleurs, comme n'aurait pas eu la Civilisation européenne, ce